



# LA REVUE

## MENSUELLE DU MdE

Mai 2025



### Haïti engage la planification de son futur Plan National d'Action Environnementale 2025–2050



Éco-Génie 2025 : Une compétition nationale pour forger une génération engagée envers l'environnement



Pré-COP30 : Haïti affirme sa présence dans les discussions climatiques stratégiques de la CARICOM.



Ouanaminthe : Une conférence-débat pour sensibiliser les jeunes à la gestion durable des terres

# SOMMAIRE

<b>Haïti-Canada : Signature d'un protocole d'accord pour un corridor vert dans la péninsule Sud</b>	<b>03</b>
<b>Ouanaminthe : Une conférence-débat pour sensibiliser les jeunes à la gestion durable des terres</b>	<b>04</b>
<b>Éco-Génie 2025 : Une compétition nationale pour forger une génération engagée envers l'environnement</b>	<b>06</b>
<b>Présentation du diagnostic du système de suivi, évaluation et apprentissage du Plan National d'Adaptation (PNA)</b>	<b>10</b>
<b>Nord d'Haïti : L'INARHY lance une enquête pilote sur l'usage de l'eau dans les communes de Limonade et Quartier Morin</b>	<b>12</b>
<b>Haïti participe à la réunion des ministres de l'Environnement de la CARICOM autour du Fonds pour les pertes et dommages</b>	<b>14</b>
<b>Pré-COP30 : Haïti affirme sa présence dans les discussions climatiques stratégiques de la CARICOM.</b>	<b>15</b>
<b>Le Ministère de l'Environnement relance le Comité Gouvernemental de l'Ozone (COGO)</b>	<b>16</b>
<b>Système d'information environnementale : le Ministère renforce les capacités de ses cadres</b>	<b>18</b>
<b>Port-de-Paix : Une Table sectorielle sur la mangrove de Haut-Fourneau, un rempart naturel contre les changements climatiques</b>	<b>20</b>
<b>Sensibilisation à la biodiversité : des jeunes écoliers en première ligne à Tèt Sous Simon</b>	<b>22</b>
<b>Haïti engage la planification de son futur Plan National d'Action Environnementale 2025-2050</b>	<b>24</b>



## Haïti-Canada : Signature d'un protocole d'accord pour un corridor vert dans la péninsule Sud



**Port-au-Prince, le 2 mai 2025** – Le Gouvernement haïtien, représenté par la Ministre de la Planification et de la Coopération Externe, Madame Ketleen Florestal, et le Ministre de l'Environnement, Monsieur Moïse Jean Pierre, a procédé à la signature d'un protocole d'entente avec le Gouvernement canadien, représenté par la Cheffe de Coopération de l'Ambassade du Canada en Haïti, Madame Catherine Boucher. Cette signature s'inscrit dans le cadre du lancement officiel du projet « Koridò Vèt (Corridor vert) dans l'aire protégée terrestre et marine Baradères-Cayemites », située dans le Sud-Ouest du pays.

D'une durée de cinq ans et doté d'un financement de 15 millions de dollars canadiens, ce projet vise principalement à favoriser l'adaptation aux changements climatiques, à renforcer la conservation de la

biodiversité dans le complexe Baradères-Cayemites, et à améliorer la sécurité alimentaire des populations locales, en mettant un accent particulier sur l'autonomisation économique des femmes et leur leadership dans la gestion durable des ressources naturelles.

« Ce protocole d'entente sur la protection de la biodiversité à travers le corridor vert de la péninsule Sud est fondamental pour Haïti, notamment pour les populations des communes concernées. Nous sommes ravies que l'appui du Canada contribuera à renforcer la résilience des bénéficiaires, en particulier les femmes, ainsi que celle de notre environnement, déjà si fragile et vulnérable face aux effets des changements climatiques », a déclaré la Ministre Ketleen Florestal.

Pour sa part, la Chargée d'affaires a.i. du Canada en Haïti, Madame Catherine Boucher, a souligné que ce projet s'aligne directement sur l'Agenda 2030 pour le développement durable, en contribuant notamment aux Objectifs 2, 5, 6 et 13, relatifs à la lutte contre la faim, à l'égalité de genre, à l'accès à l'eau potable et à l'action pour le climat.

De son côté, le Ministre de l'Environnement, Monsieur Moïse Jean Pierre, a rappelé que la signature de ce protocole vient renforcer la coopération haïtiano-canadienne et réaffirmer l'engagement mutuel des deux pays dans la lutte contre la dégradation de l'environnement. Selon lui, « cet accord contribuera à l'amélioration de la biodiversité et des écosystèmes

dans les communes concernées, au bénéfice du bien-être collectif ».

Le projet prévoit de toucher directement plus de 60 000 personnes, dont près de 40 000 femmes et filles issues de cinq communes : Baradères, Corail, Pestel, Grand Boucan et les Îles Cayemites. Ces femmes, déjà actives dans leurs communautés, bénéficieront d'un accompagnement pour renforcer leurs capacités et leur leadership face aux enjeux climatiques, et promouvoir l'adoption de solutions fondées sur la nature. L'objectif est de favoriser des réponses communautaires durables aux défis d'adaptation, tout en consolidant la cohésion sociale dans les territoires ciblés..



## Ouanaminthe : Une conférence-débat pour sensibiliser les jeunes à la gestion durable des terres



**Ouanaminthe, le vendredi 2 mai 2025** – À l'occasion de la fête du Travail et de l'Agriculture, la Direction Départementale du Nord-Est du Ministère de l'Environnement (DDNE-MDE), en collaboration avec le Centre Culturel Marie Louise Coidavid de Ouanaminthe, a organisé ce jeudi une conférence-débat autour du thème « Un livre, un arbre ».

Cette activité visait à vulgariser les connaissances liées à la gestion durable des terres et à établir un lien symbolique et concret entre le savoir (le livre) et la nature (l'arbre) dans la perspective d'une éducation environnementale engagée et constructive.

Réunissant 153 élèves de NS4 (ci-devant Philo) issus de plusieurs établissements scolaires de la ville, la conférence a permis d'aborder diverses thématiques liées à la protection de l'environnement : reboisement, agroforesterie, économie bleue, réchauffement climatique, techniques de mise en terre, entre autres.

À l'issue des échanges théoriques, une séance de plantation de 200 plantules d'arbres forestiers et fruitiers a été réalisée sur le site de la DINEPA, en bordure de la rivière Massacre. Cette action a été rendue possible grâce au soutien du Centre Dosmond, basé dans le Nord-Est, qui a mis à disposition les plantules. Le centre dispose actuellement de 17 200 plantules dans le cadre des préparatifs pour célébrer les 30 ans du Ministère de l'Environnement.

Convaincus de leur rôle dans la préservation de l'environnement, les jeunes participants ont exprimé leur fierté et leur engagement à contribuer à la protection de ce patrimoine commun, au bénéfice des générations actuelles et futures.

Cette initiative s'inscrit dans la stratégie d'éducation environnementale du Ministère et fait écho au mot d'ordre de son 30e anniversaire : 30 ans d'engagement au service de l'environnement haïtien.



## Éco-Génie 2025 : Une compétition nationale pour forger une génération engagée envers l'environnement



**Port-au-Prince, le 30 mai 2025** - Le rideau est tombé sur la troisième édition du Concours Éco-Génie, une initiative conjointe du Ministère de l'Environnement (MdE) et du Ministère de l'Éducation nationale et de la Formation professionnelle (MENFP), avec l'appui technique et financier de l'UNESCO. L'édition 2025, organisée dans le cadre des 30 ans du Ministère de l'Environnement, s'est déroulée dans cinq départements géographiques : l'Ouest, le Sud, l'Artibonite, la Grand'Anse et le Nord.

Cette compétition intellectuelle, axée sur des thématiques environnementales cruciales comme : changement climatique, biodiversité, gestion des déchets,

réserves de biosphère, aires protégées, forêts, bassins versants, a permis à des centaines d'écoliers et d'écolières de faire preuve de rigueur, de passion et d'engagement pour la défense de l'environnement.

L'équipe organisatrice du concours a mis en place une dynamique nationale en trois temps. Dès le mois d'avril, des séances d'orientation et de formation ont été organisées dans les écoles participantes, afin de sensibiliser les élèves aux enjeux écologiques et de les familiariser avec le format du concours. Ensuite, les phases communales et intercommunales ont permis de départager les meilleures équipes dans chaque département, au terme de joutes animées,

solidement encadrées par les Directions départementales du MdE et du MENFP.

Ce concours a également été l'occasion de renforcer les liens entre éducation environnementale, action citoyenne et responsabilisation des jeunes générations. À travers les débats, les élèves ont pu enrichir leurs connaissances, développer leur esprit critique et affirmer leur rôle de « génération porteuse de

l'espoir environnemental », comme le proclame le slogan qui a accompagné la campagne promotionnelle de cette édition : « Se nou, jenerasyon ki charye lespwa anviwònman ».

Au terme de cette aventure éducative et citoyenne, deux grandes finales régionales ont été organisées ce dimanche 15 juin 2025 pour départager les champions du Grand Nord et du Grand Sud. À Cap-Haïtien,





l'École Fondamentale d'Application (EFA) de Gros-Morne (Artibonite) s'est imposée face à l'EFACAP Antéonor Firmin du Nord avec un score de 132 à 121. De son côté, à Beaumont, l'École Nationale Périgny de Camp-Perrin (Sud) a remporté la victoire contre l'École Adventiste de Beaumont (Grande-Anse), 143 à 134. Ces deux institutions, brillantes ambassadrices de leur région, s'affronteront très prochainement au Cap-Haïtien dans une grande finale nationale qui désignera le champion de la 3<sup>e</sup> édition du concours Éco-Génie 2025. Il faut toutefois noter que pour le département de l'Ouest, c'est le Lycée National Tous-saint Louverture qui a été sacré champion départemental dans la catégorie des élèves de NS1 à NS4, confirmant la qualité de son engagement pour les causes environnementales.

Pour le Ministre de l'Environnement, M. Moïse Fils Jean Pierre, cette compétition va bien au-delà d'un simple concours : « L'Éco-Génie est un outil d'éveil et de transformation. Il prépare une jeunesse consciente et engagée, capable de relever les défis environnementaux d'Haïti avec courage et créativité. »

Le concours Éco-Génie 2025 restera gravé comme un moment fort du 30<sup>e</sup> anniversaire du ministère, confirmant l'importance de l'éducation environnementale comme levier de changement, d'action collective et de construction d'un avenir durable.



## Présentation du diagnostic du système de suivi, évaluation et apprentissage du Plan National d'Adaptation (PNA)



**Port-au-Prince, le 15 mai 2025** – La Direction des Changements Climatiques (DCC) du Ministère de l'Environnement (Mde) a organisé ce jeudi un atelier de présentation du diagnostic du Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage (SSEA) pour le Plan National d'Adaptation (PNA). Cette rencontre visait entre autres, à recueillir les contributions, observations et recommandations des parties prenantes nationales impliquées dans la mise en œuvre du PNA, afin

d'enrichir l'analyse en cours et orienter l'élaboration du cadre SSEA.

L'ouverture de l'atelier a été assurée par l'Ingénieur Hugo Coles, Coordonnateur du Secrétariat technique de la Direction Générale du Mde, en présence de cadres du ministère, ainsi que de représentants des partenaires techniques et financiers, d'organisations de la société civile – dont RECYCLAPH – de la Mairie

de Tabarre, du Bureau de l'Ordonnateur National (BON) et de l'UNESCO.

Dans ses propos d'ouverture, M. Coles a souligné que le changement climatique demeure l'un des défis majeurs auxquels Haïti est confrontée, affectant profondément les bases du développement national. Le PNA, soumis à la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC) en 2023, constitue selon lui un outil stratégique de planification à moyen et long terme. Il permet d'aligner la réponse nationale aux priorités de développement durable, telles que stipulées dans l'article 7 de l'Accord de Paris. L'élaboration du SSEA pour le PNA est jugée essentielle pour assurer la recevabilité, la transparence et la cohérence des actions d'adaptation engagées, a-t-il précisé.

Dans le cadre de cet atelier, Monsieur René Rockendy, Directeur de l'Observatoire National de la Qualité de l'Environnement et de la Vulnérabilité (ONQEV), a présenté le Système d'Information Environnementale (SIE). Ce système est structuré autour de trois sous-systèmes, technique, organisationnel et humain

et constitue une boussole nationale d'aide à la décision dans la mise en œuvre du PNA. Le SIE collecte, centralise et traite des données environnementales et géographiques issues des institutions publiques et privées pour éclairer les processus de planification à l'échelle locale et régionale.

Quant à Monsieur Constantin Joseph, consultant sur le PNA, il a présenté la feuille de route 2022–2030 du plan, qui prévoit l'élaboration d'un cadre SEA à travers trois étapes principales :

1. Une analyse de contexte pour ancrer le système SEA dans les réalités institutionnelles du pays ;
2. Le développement d'un cadre SEA adapté, basé sur l'analyse et des consultations avec les parties prenantes ;
3. L'organisation d'ateliers de sensibilisation et de renforcement de capacités auprès des acteurs nationaux impliqués.

Cet atelier s'inscrit dans une série d'initiatives soutenues par le MdE pour renforcer la gouvernance de l'adaptation au changement climatique, dans une perspective de résilience durable pour le pays.



## Nord d'Haïti : L'INARHY lance une enquête pilote sur l'usage de l'eau dans les communes de Limonade et Quartier Morin

**Port-au-Prince, 25 mai 2025** – Dans le contexte de la célébration du 30e anniversaire du Ministère de l'Environnement, l'Institut National des Ressources Hydriques (INARHY) a lancé le 28 avril 2025, une enquête pilote sur l'utilisation de l'eau par les ménages, les exploitants agricoles et les unités industrielles dans les communes de Limonade et Quartier Morin, département du Nord. Cette initiative est soutenue financièrement par le Programme AMCC+ de l'Union européenne, à travers la Direction des Changements Climatiques (DCC).

L'objectif est de mieux identifier et caractériser les usagers des ressources hydriques afin de favoriser une planification plus éclairée et une gestion intégrée des ressources en eau à l'échelle locale et nationale. L'enquête vise également à mieux cerner les enjeux critiques liés à l'accès à l'eau, sa qualité et son utilisation sectorielle.

Selon l'Ingénieur Yves Junior Vancol, directeur de l'INARHY, « la base de données issue de cette enquête constituera un outil stratégique d'aide à la décision





pour l'INARHY et les acteurs clés du secteur. Elle permettra d'orienter les politiques publiques vers une gouvernance plus efficace et durable de l'eau en Haïti. »

L'équipe d'enquêteurs, conduite par l'ingénieur Frantz Chrispin, s'emploie actuellement à finaliser la collecte des données. Le rapport final est attendu au début du mois juin 2025. Cette enquête marque la première étape d'un processus national plus large, qui devrait s'étendre à l'ensemble des communes du département du Nord, avant d'être déployé progressivement dans les autres régions du pays, sous réserve de ressources financières suffisantes.

Par ailleurs, dans une perspective de renforcement institutionnel, l'INARHY bénéficiera bientôt d'un manuel de procédures administratives, financières et comptables, en cours d'élaboration par Governance Consult, avec l'appui de Helvetas Haïti dans le cadre du projet RESEPSE, et le financement du PNUD. Ce référentiel viendra consolider les fondations de la gouvernance interne de l'institution.

Cette initiative s'inscrit dans une dynamique de structuration stratégique de l'INARHY et confirme la volonté du Ministère de l'Environnement de doter le pays d'outils techniques et institutionnels fiables pour garantir une gestion durable de ses ressources hydriques.



## Haïti participe à la réunion des ministres de l'Environnement de la CARICOM autour du Fonds pour les pertes et dommages

**Port-au-Prince, le 3 avril 2025** – Le Ministre de l'Environnement, l'Ingénieur Moïse Jean-Pierre, accompagné de la Directrice des Changements Climatiques, Madame Gerty Pierre, a pris part au nom d'Haïti, à une réunion ministérielle de haut niveau organisée par la CARICOM sur le Fonds de réponse aux pertes et dommages (FRLD). Cette rencontre virtuelle qui a réuni les Ministres de l'Environnement et du Développement durable des États membres de l'organisation régionale, a eu lieu dans le but de faire le point sur la phase de démarrage de ce mécanisme financier majeur.

À cette occasion, le Conseil d'administration du FRLD a validé de concert avec les participants à la rencontre, sa stratégie de lancement, avec une enveloppe initiale de 250 millions de dollars US à mobiliser d'ici fin 2026. L'approche retenue mettra l'accent, dans un premier temps, sur le renforcement des capacités nationales de réponse aux catastrophes climatiques,

plutôt que sur des actions au niveau communautaire, ce que les activistes avaient réclamé.

Le Fonds prévoit l'octroi de subventions allant de 5 à 20 millions de dollars aux pays en développement pour des projets liés aux impacts climatiques. La première vague d'approbations est prévue pour la prochaine réunion du Conseil d'administration du FRLD. Il est prévu également, qu'en cas de catastrophe, un appui budgétaire direct pourra également être accordé aux gouvernements pour financer des mesures urgentes.

Haïti salue la décision du Conseil d'administration du FRLD qui dans le cadre de cette phase de démarrage, octroiera aux Petits États insulaires en développement (PEID) et les Pays les moins avancés (PMA) au moins 50 % des ressources allouées. Cette décision constitue une opportunité stratégique pour Haïti, selon le Ministre Moïse Fils Jean Pierre.

Les Ministres présents à cet événement ont salué cette avancée comme une étape attendue dans la lutte pour la justice climatique. Cependant, ils ont plaidé pour que les communautés en première ligne

soient de véritables parties prenantes, qu'elles aient un accès direct aux ressources et un rôle actif dans les décisions concernant la reconstruction de leur vie.



## Pré-COP30 : Haïti affirme sa présence dans les discussions climatiques stratégiques de la CARICOM.

**Port-au-Prince, le 15 mai 2025** – Une délégation du Port-au-Prince, le 15 mai 2025 :- Une délégation du Ministère de l'Environnement d'Haïti, composée de Madame Gerty Pierre, Directrice des Changements Climatiques, et de Madame Roselyne Fernand Pierre, Point Focal Transparence, a participé du 7 au 9 mai 2025 à Miami (Floride), à la réunion préparatoire des négociateurs climatiques de la CARICOM, en prélude

à la 30e Conférence des Parties (COP30) de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), prévue en novembre prochain à Belém, au Brésil.

Organisée par le Centre de la CARICOM sur les changements climatiques (CCCC) et le Secrétariat de la CARICOM, avec le soutien de l'Open Society Foundations (OSF), cette rencontre a permis aux délégations des

États membres d'affiner leurs positions régionales sur des sujets clés tels que :

- » le financement de l'adaptation ;
- » l'opérationnalisation du Fonds pour les pertes et dommages ;
- » la transition juste ;
- » les marchés du carbone ;
- » et le transfert de technologies.

À travers leur participation active, les représentantes haïtiennes ont contribué à la formulation d'une voix commune plus affirmée des Petits États insulaires en développement (PEID), tout en s'assurant que les préoccupations spécifiques d'Haïti soient prises en

compte dans la stratégie régionale. Haïti a notamment soutenu l'appel à une mise en œuvre accélérée et financée des plans nationaux d'adaptation (PNA), dans une perspective d'intégration des mesures climatiques aux politiques publiques de développement.

La réunion a également été l'occasion de renforcer la coordination entre négociateurs et experts de la région, en vue d'aborder les négociations de Belém avec une meilleure cohérence, une meilleure anticipation des enjeux, et des stratégies partagées.

Les représentantes du Ministère de l'Environnement ont salué l'esprit de collaboration et l'orientation technique du forum, qui constitue selon elles une étape importante pour la préparation technique et politique d'Haïti à la COP30, en lien avec ses engagements internationaux et son agenda national de résilience climatique.



## Le Ministère de l'Environnement relance le Comité Gouvernemental de l'Ozone (COGO)



**Port-au-Prince, le 19 mai 2025** – Le Bureau National de l'Ozone (BNO) du Ministère de l'Environnement a organisé, ce lundi 19 mai, un atelier de redynamisation du Comité Gouvernemental de l'Ozone (COGO). Cette activité s'inscrit dans le cadre des efforts visant à finaliser le processus de ratification de l'amendement de Kigali et à assurer la mise en œuvre de la deuxième phase du Plan de Gestion et d'Élimination des Hydro chlorofluorocarbones (HCFC/PGEH) en Haïti.

La cérémonie d'ouverture a été présidée par le Directeur Général du Ministère de l'Environnement, Monsieur Joseph Emmanuel Philippe, en présence de cadres du ministère, de représentants de plusieurs institutions de l'État, dont le Bureau des Mines et de l'Énergie (BME), les ministères des Affaires Étrangères,



est assurée par le Directeur Général du MdE. Les autres membres sont issus des ministères sectoriels clés, avec des mandats spécifiques liés à la régulation, la formation, la planification, la santé, la sensibilisation et la coopération.

de l'Agriculture, du Commerce et de l'Industrie, de l'Éducation nationale, de la Santé publique, de l'Économie et des Finances, de la Planification, ainsi que des représentants du PNUD.

Dans ses propos, le Directeur Général a rappelé que le COGO est une structure clé dans le suivi et la mise en œuvre du Protocole de Montréal en Haïti. Ratifié par le pays, ce protocole constitue un engagement environnemental fort, mais également une promesse envers les générations futures. Il a également souligné les avancées notables réalisées depuis l'adoption du protocole en 1987, ayant permis de réduire considérablement l'utilisation des substances appauvrissant la couche d'ozone, telles que les CFC et HCFC, contribuant ainsi à la restauration progressive du bouclier protecteur contre les rayons UV.

Le COGO est un comité interministériel de pilotage chargé d'appuyer le BNO dans la mise en œuvre des engagements internationaux et des politiques nationales en matière de substances appauvrissant la couche d'ozone. Il a notamment pour missions de :

Accompagner la ratification de l'amendement de Kigali au Protocole de Montréal ;

Soutenir l'exécution de la deuxième phase du PGEH ;

Renforcer le cadre légal et institutionnel lié à l'utilisation des réfrigérants, notamment à travers un système amélioré de licences et de quotas d'importation.

Le comité comprend dix membres, dont la présidence

À l'issue de cet atelier, les représentants des institutions concernées ont travaillé en groupe pour formuler des lignes directrices opérationnelles, destinées à renforcer la coordination, la transparence et l'efficacité de la mise en œuvre du Protocole de Montréal en Haïti.



## Système d'information environnementale : le Ministère renforce les capacités de ses cadres

**Port-au-Prince, le 28 avril 2025** – Dans le cadre de sa stratégie de modernisation de la gestion environnementale, le Ministère de l'Environnement (MdE), à travers son Observatoire national de la qualité de l'environnement et de la vulnérabilité (ONQEV), a réalisé du 28 avril au 12 mai 2025, une formation spécialisée au profit de plus d'une vingtaine de cadres. Cette formation, axée sur le Système d'Information Environnementale d'Haïti (SIE-Haïti), s'est tenue avec l'appui du Programme AMCC+ financé par l'Union européenne, du PNUD, et l'appui technique du Centre national de l'information géospatiale (CNIGS).

L'objectif principal est de renforcer les compétences internes du MdE pour permettre une utilisation optimale des données environnementales dans la prise

de décision. En dotant ses agents d'outils d'analyse géospatiale, de gestion de données et d'indicateurs adaptés, le ministère entend améliorer la gouvernance de l'information environnementale, tant en interne qu'au sein des institutions sectorielles partenaires.

Lors de son intervention, le Directeur général du MdE, M. Joseph Emmanuel Philippe, a salué l'importance stratégique du SIE. Il a rappelé que l'accès à une information environnementale fiable et transparente est aujourd'hui un pilier fondamental de toute politique publique efficace. Selon lui, cette dynamique participe de ce qu'il qualifie de « démocratie environnementale », où les citoyens et la société civile peuvent exercer leur rôle à partir d'une information libre, honnête et accessible.

De son côté, le Directeur de l'ONQEV, M. Rockendy René, a précisé que cette initiative s'inscrit dans une dynamique de consolidation du SIE-Haïti comme outil transversal au service de l'analyse, de la planification et du suivi. Des efforts sont en cours pour enrichir la plateforme avec de nouveaux indicateurs, assurer son interopérabilité avec d'autres bases de données, et engager des partenariats techniques avec des institutions nationales et internationales.

Une nouvelle phase du SIE-Haïti est d'ailleurs en préparation, en collaboration avec des partenaires tels que le PNUE, le PNUD et le CNIGS, afin d'en faire un outil stratégique centralisé pour guider les politiques et interventions du secteur environnemental.

Conçu pour identifier les zones vulnérables, évaluer

les risques environnementaux et orienter les actions d'adaptation, le SIE-Haïti permet de suivre en temps réel des données telles que la déforestation, la dégradation des sols, les dynamiques côtières, ou encore l'état des ressources en eau. Sa capacité à croiser des données géospatiales, climatiques et hydrologiques en fait une plateforme d'aide à la décision incontournable pour anticiper les impacts du changement climatique et adapter les réponses aux besoins des communautés locales.

Par cette initiative, le Ministère de l'Environnement réaffirme sa volonté de mettre la science, la technologie et la donnée au service d'une gouvernance environnementale moderne, intégrée et participative.



## Port-de-Paix : Une Table sectorielle sur la mangrove de Haut-Fourneau, un rempart naturel contre les changements climatiques



**Port-de-Paix, le 22 mai 2025** – À l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité, la Direction Départementale du Nord-Ouest (DDNO) du Ministère de l'Environnement (MdE) a organisé une Table sectorielle environnementale autour du thème : « Vers la mise en place d'un plan de gestion intégrée de l'écosystème de mangrove de Haut-Fourneau ». Cette initiative, soutenue financièrement par le Programme AMCC+ à travers la Direction des Changements Climatiques, s'inscrit dans le cadre des activités commémoratives du 30e anniversaire du Ministère de l'Environnement.

Située à environ 4 km du centre-ville de Port-de-Paix, la mangrove de Haut-Fourneau est un écosystème stratégique de 270 hectares environ, dont 100 hectares de forêt de mangliers. Véritable puits de carbone,

bouclier naturel contre les tempêtes et réservoir de biodiversité, cette mangrove protège plusieurs milliers d'habitants répartis dans plus de 14 localités de la 6e section communale Paulin-Lacorne.

La Table sectorielle a bénéficié de la participation active de plusieurs personnalités et institutions, dont des représentants des ministères sectoriels, de la Délégation Départementale du Nord-Ouest, des vice-délégations, des mairies de Port-de-Paix, Chan-solme et Saint-Louis du Nord, du Commissariat de Police, du Service Maritime et de Navigation d'Haïti (SEMANAH) ainsi que de la Douane. Des représentants d'organisations communautaires, de l'Université Publique du Nord-Ouest (UPNO), des membres de la Presse et de plusieurs partenaires techniques engagés dans la gestion durable de l'environnement

étaient également présents.

Selon M. Luckner Noël, Directeur départemental du MdE pour le Nord-Ouest, cette Table sectorielle intervient dans un contexte où les effets du changement climatique s'intensifient. Elle vise à renforcer la concertation entre les acteurs institutionnels, communautaires, techniques et économiques autour de priorités communes pour la conservation et la gestion durable de cet écosystème fragile. « Cette initiative pose les bases d'une gouvernance partagée entre autorités publiques, organisations communautaires et partenaires techniques autour d'un futur plan de gestion intégré de la mangrove », a-t-il affirmé.

Les échanges ont permis aux acteurs présents de

dresser un état des lieux des enjeux environnementaux et sociaux, d'identifier les principales menaces, de proposer des mesures concrètes, et de valider les étapes vers l'élaboration d'une feuille de route inclusive.

Cette rencontre marque également le lancement officiel, dans le département du Nord-Ouest, des activités liées au Trentenaire du Ministère de l'Environnement, avec un accent mis sur la résilience communautaire, la protection des écosystèmes et la lutte contre la déforestation. Elle réaffirme l'engagement du MdE à agir localement tout en répondant aux engagements globaux liés à l'Accord de Paris et aux Objectifs de Développement Durable.



## Sensibilisation à la biodiversité : des jeunes écoliers en première ligne à Tèt Sous Simon



**Les Cayes, le 22 mai 2025** – La Direction départementale Sud du Ministère de l'Environnement, en collaboration avec le projet Biodiversité Sud financé par le Fonds pour l'Environnement mondial (GEF), a organisé à l'occasion de la Journée internationale de la biodiversité une activité de sensibilisation et de mobilisation communautaire autour du site restauré de Tèt Sous Simon, dans la commune des Cayes.

Cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre des activités marquant le 30<sup>e</sup> anniversaire du Ministère de l'Environnement, vise à renforcer l'engagement des jeunes pour la protection de la biodiversité, tout en mettant en valeur les résultats du projet en cours sur la restauration des terres agricoles, des forêts et des bassins versants dans le Sud.

Plus d'une centaine d'écoliers et écolières ont pris part à cette journée éducative. Ils ont participé à des ateliers d'information, des démonstrations pratiques de mise en terre et à une visite guidée du site de Tèt Sous Simon, espace aujourd'hui verdoyant grâce aux efforts conjoints de la population locale et des autorités environnementales.

Selon Yvens Pascal Sévigné, agronome responsable de l'assistance technique du projet, cette activité est un moyen de placer les jeunes au cœur des solutions. « Les écoliers sont des moteurs de changement. En les impliquant aujourd'hui, nous préparons une génération capable d'agir pour la conservation des ressources naturelles », a-t-il déclaré.

De son côté, le Directeur départemental Sud du MdE, Jean Marc Chérisier, a rappelé que le site de Tèt Sous Simon, couvrant 4,25 hectares, était autrefois dégradé. Sa restauration a été rendue possible grâce à la mobilisation de la communauté, sans financement extérieur. « Aujourd'hui, cet espace est un modèle de reboisement communautaire que nous voulons préserver comme patrimoine écologique et site d'intérêt touristique », a-t-il précisé. Il a également lancé un appel à la communauté scientifique pour

documenter la biodiversité locale et accompagner les efforts de conservation.

Cette activité éducative a pour ambition de créer un lien durable entre la jeune génération et la nature, et d'encourager une écocitoyenneté active et durable à l'échelle locale. En valorisant les actions concrètes de terrain, elle illustre la volonté du Ministère de renforcer les synergies entre éducation, environnement et développement communautaire.





## Haïti engage la planification de son futur Plan National d'Action Environnementale 2025–2050

**Port-au-Prince, le 27 mai 2025** – Dans le cadre des activités commémoratives de son 30e anniversaire, le Ministère de l'Environnement (MdE) a organisé ce mardi un atelier de validation du cadre de planification du futur Plan National d'Action Environnementale 2025–2050. Cette initiative stratégique s'inscrit dans une volonté renouvelée de bâtir une vision de long terme pour la gouvernance environnementale du pays, autour du thème : « Renforcer la résilience de la population et valoriser l'environnement en lieu d'opportunités et de réussite économique et sociale ».

L'atelier, qui marque le lancement du processus de formulation du plan, a réuni le haut management du MdE ainsi que des représentants d'institutions clés, notamment le Ministère de l'Économie et des Finances, la Protection Civile, l'INARHY, le CNIGS, la DINEPA, l'ANAP, la PROMODEV, la CONATEL, et les ministères de l'Agriculture, du Commerce, du Sport et de l'Éducation.

Dans son discours d'ouverture, le Ministre de l'Environ-

nement, Monsieur Moïse Fils Jean Pierre, a souligné que ce processus s'inscrit dans une dynamique de renforcement institutionnel, à l'occasion du 30e anniversaire du Ministère. Il a rappelé que ce travail vise à jeter les bases d'une feuille de route ambitieuse et inclusive, capable de structurer l'action publique environnementale sur le long terme. « Il est temps que l'environnement cesse d'être perçu uniquement comme une menace ou un constat d'échec, et qu'il devienne un levier d'opportunités pour les communautés », a-t-il déclaré.

Le document cadre validé durant l'atelier jette les bases de la rédaction du futur plan national. Il est structuré autour de huit domaines thématiques prioritaires, incluant :

- » La gouvernance environnementale,
- » L'aménagement du territoire et l'adaptation au changement climatique,



- » La gestion durable des ressources naturelles et de la biodiversité,
- » La gestion des zones côtières et marines,
- » L'éducation environnementale et la sensibilisation,
- » La gestion locale et internationale de l'environnement,
- » La lutte contre la pollution et les déchets,
- » Le financement environnemental.

Les discussions ont permis de préciser les axes de

travail, d'identifier les contributions attendues des institutions et de poser les jalons d'un processus inclusif et rigoureux. Plusieurs autres ateliers seront organisés afin de permettre aux acteurs concernés d'enrichir le contenu, valider les orientations stratégiques et définir les priorités opérationnelles.

Avec cet atelier de cadrage, le Ministère de l'Environnement affirme sa volonté de repositionner la planification environnementale au cœur de l'action publique, dans une logique de résilience, d'innovation et de gouvernance partagée. Le futur PNAE 2025–2050 se veut un outil de transformation, en lien avec les engagements internationaux d'Haïti, notamment l'Accord de Paris et les Objectifs de Développement Durable (ODD).

# COMMUNIQUÉ: Cap-Haïtien accueille un atelier de diagnostic du Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage du Plan National d'Adaptation

**Cap-Haïtien, le 29 mai 2025** - Après le département de l'Ouest, le Ministère de l'Environnement a organisé, ce mercredi au Cap-Haïtien, le deuxième atelier de présentation du diagnostic du Système de Suivi, Évaluation et Apprentissage (SSEA) pour le Plan National d'Adaptation (PNA). Cette activité, conduite par la Direction des Changements Climatiques (DCC), visait notamment à recueillir les contributions, observations et recommandations des parties prenantes départementales impliquées dans la mise en œuvre du PNA, afin d'enrichir l'analyse en cours et d'orienter l'élaboration du cadre SSEA.

L'atelier a été ouvert par le Directeur Départemental du Nord, Monsieur Fontescony Joseph, en présence, entre autres, de représentants des ministères sectoriels (MARNDR, MTPTC, MSPP, MPCE, MCF...), d'organisations internationales et ONG (UNESCO, FAO, ConcertAction, CECL...), d'organisations écologiques,

de groupes de jeunes et de femmes, d'universitaires, ainsi que de la Mairie du Cap-Haïtien.

Dans ses propos d'ouverture, Monsieur Joseph a insisté sur la vulnérabilité particulière d'Haïti, en tant qu'État insulaire, face aux effets du changement climatique. Il a souligné la nécessité de doter le pays d'un système de suivi, d'évaluation et d'apprentissage performant afin de mieux anticiper et atténuer ces impacts : « Les activités prévues dans le PNA et le futur cadre SSEA doivent nous permettre d'obtenir les résultats escomptés », a-t-il déclaré.

L'atelier a également été l'occasion de sensibiliser les participants à l'importance du suivi et de l'évaluation dans l'exécution du PNA, tout en identifiant les forces, les lacunes et les besoins pour structurer un cadre SSEA fonctionnel. Des discussions ont été engagées sur la synergie nécessaire avec le Système



d'Information Environnementale d'Haïti (SIE-Haïti), en vue d'améliorer la collecte, le traitement et la diffusion des données d'adaptation.

À ce titre, Monsieur René Rockendy, Directeur de l'ONQEV, a présenté les liens étroits entre le PNA et le SIE-Haïti. Il a rappelé que ce système représente une boussole nationale d'aide à la décision pour l'adaptation : « Le SIE collecte, centralise et traite des données environnementales et géographiques issues de diverses institutions publiques et privées, pour éclairer les processus de planification à l'échelle

locale et régionale », a-t-il expliqué.

Monsieur Constantin Joseph, consultant principal pour le PNA, a pour sa part présenté la feuille de route 2022–2030 du plan, en insistant sur les concepts de suivi, d'évaluation et les mécanismes nécessaires à la construction d'un cadre SSEA robuste.

Pour rappel, cet atelier s'inscrit dans une série d'initiatives soutenues par le MdE pour renforcer la gouvernance de l'adaptation au changement climatique, dans une perspective de résilience durable pour Haïti.





# LA REVUE

## MENSUELLE DU MdE

**30 lane batay...  
e nou poko fini!**

Ministère de l'Environnement

**1995 – 2025**  
30 ans d'engagement au service  
de l'environnement haïtien



[www.mda.gouv.ht](http://www.mda.gouv.ht)



Email: [info@mda.gouv.ht](mailto:info@mda.gouv.ht)



Parc Industriel SONAPI, Delmas, Haïti